RAHAU BRASARD

ÉDITORIAL

Qui veut tuer la République?

PAR **SÉBASTIEN CRÉPEL,** CODIRECTEUR DE LA RÉDACTION

L'homme suspecté d'avoir tué une personne et d'en avoir blessé cinq autres dont un enfant, à l'arme automatique, à Trappes, le 23 octobre, a avancé lors des premières auditions des motifs ouvertement racistes : il a déclaré sans détour aux policiers avoir voulu s'en prendre aux « *Noirs* » et aux « *Arabes* » pour « *venger les commerçants* » ayant subi des pillages en marge des manifestations du 17 octobre. Le parquet national antiterroriste, qui s'est saisi des faits, a ouvert une enquête pour « assassinat en relation avec une entreprise terroriste, avec la circonstance que les faits ont été commis à raison de l'appartenance vraie ou supposée à une prétendue race, une ethnie, une nation ou une religion déterminée ».

Le lendemain, à Orléans, Jordan Bardella, accusé, avec de nombreuses preuves à l'appui, d'écrits antisémites dans sa jeunesse, était réélu à 99 % des voix des congressistes à la tête du parti lepéniste. Ce même week-end, le service d'ordre du parti d'extrême droite violentait des étudiants juifs venus dénoncer la reconduction de Jordan Bardella. Simultanément, dans différentes villes de France, des nervis d'extrême droite agressaient les manifestants pacifiques comme à Brest, Nice ou Montpellier. Une victime bretonne s'est vu prescrire quarante-cinq jours d'incapacité temporaire de travail.

Il n'y a pas de hasard. Du meurtre de Brahim Bouarram en 1995 à l'attentat de Trappes, en passant par celui de la mosquée de Bayonne en 2019, l'assassinat de Mahamadou Cissé en 2022, celui du rugbyman Federico Aramburu, l'attaque d'un chauffeur de bus dans le Val-de-Marne par un électeur RN revendiqué en 2024, le meurtre de Djamel Bendjaballah et l'attaque du centre kurde à Paris la même année, ou encore le meurtre de Hichem Miraoui en 2025, les mêmes motivations conduisent aux mêmes ingénieurs du racisme et de la xénophobie. Pourtant, personne, à notre connaissance, n'a demandé, après la révélation de l'antisémitisme de Jordan Bardella, la dissolution du RN parmi les mêmes qui ont réclamé à cor et à cri, ces dernières semaines, celle de La France insoumise, sur la simple présomption que le soutien au mouvement social équivaudrait à inciter au pillage, voire à l'organiser. Se souvient-on, en revanche, de l'infâme procès en antisémitisme fait aux soutiens de la paix et des droits du peuple palestinien, dont *l'Humanité* a aussi fait les frais ? Ne soyons pas dupes. Derrière ces accusations, c'est toute la gauche qui est ciblée et ses conceptions qui sont criminalisées, de LFI aux Écologistes et au PCF. *Le Figaro* écrit noir sur blanc ce que la droite pense tout haut : « *Depuis des années, la gauche radicale a signé son crime.* » Vouloir la justice sociale, plaider pour s'en prendre aux grandes fortunes et aux 211 milliards d'euros versés annuellement sans contrepartie aux entreprises, refuser la saignée budgétaire et résister à l'ascension des fascistes, ce serait se comporter en « *ennemis de la démocratie* », écrit le quotidien.

Ces réactions s'expliquent par le contexte politique inédit du mouvement social en cours. À moins de six mois de l'élection présidentielle, celui-ci pourrait rebattre toutes les cartes s'il parvient à se frayer une voie jusque dans les urnes. Le cauchemar pour les libéraux et les réactionnaires, de CNews au Medef, d'Édouard Philippe à Marine Le Pen. Il faut donc absolument empêcher cette traduction politique de se produire. Quitte à faire la courte échelle à l'extrême droite plutôt que de laisser un large front de toute la gauche se construire dans la rue et dans les urnes, en singeant un vieux mot d'ordre de la bourgeoisie : plutôt Hitler que le Front populaire. ●

Personne n'a demandé, après la révélation de l'antisémitisme de Bardella, la dissolution du RN quand celle de LFI a été réclamée ces dernières semaines.